

Source : <https://www.connaissancedesenergies.org/afp/cop24-le-monde-appelle-faire-plus-pour-limiter-les-catastrophes-climatiques-181202>

Téléchargement 03 12 2018

COP24 : le monde appelé à faire plus pour limiter les catastrophes climatiques

- AFP
- parue le 02 déc. 2018

Les 200 pays réunis en Pologne pour tenter de mettre en orbite l'accord de Paris doivent "faire beaucoup plus" pour limiter les impacts sans précédent du dérèglement climatique, a plaidé l'ONU dimanche malgré des vents contraires peu propices à une réponse ambitieuse.

La 24e Conférence de l'ONU sur le climat (COP24) s'est ouverte à Katowice, en pleine région houillère, avec dans tous les esprits l'alerte rouge récemment émise par le Giec (le groupe d'experts qui fait autorité sur ces questions).

Désastres météorologiques, incidence sur la santé ou les rendements agricoles, concentrations record de CO2 dans l'atmosphère... "Les impacts du changement climatique n'ont jamais été aussi graves", a martelé la responsable climat de l'ONU Patricia Espinosa.

Avec l'accord de Paris en 2015, le monde s'est engagé à limiter la hausse de la température à +2°C par rapport à l'ère pré-industrielle et idéalement à +1,5°C.

Et le récent rapport du Giec a souligné la différence "nette" des impacts entre ces deux objectifs, que ce soit sur les vagues de chaleur ou l'augmentation du niveau des mers.

Mais les engagements pris aujourd'hui par les signataires de Paris mèneraient à un monde à +3°C.

La planète ayant déjà gagné +1°C, il faudrait, pour rester sous +1,5°C, que les émissions de CO2 soient réduites de près de 50% d'ici à 2030 par rapport à 2010, selon le Giec.

"Le monde nous regarde. (...) Même si l'accord de Paris est un jalon majeur et l'expression de la volonté du monde de lutter contre le changement climatique, cela ne suffit pas", a de son côté déclaré à l'AFP Maria Fernanda Espinosa, la présidente de l'Assemblée générale de l'ONU.

"Le genre humain est menacé de disparition alors nous devons agir d'urgence, maintenant, et avec audace", a-t-elle ajouté.

Dans une déclaration inhabituelle, les présidents des quatre précédentes COP, dont le Français Laurent Fabius qui était à la manoeuvre en 2015 pour l'accord de Paris, ont également appelé la communauté internationale à envoyer un "message sans équivoque" sur ses ambitions.

Mais les États seront-ils prêts à le faire pendant cette COP24 ?

Les membres du G20, à l'exception des États-Unis, ont certes réaffirmé samedi leur soutien à l'accord de Paris.

Mais "les étoiles ne sont plus alignées, manifestement", s'inquiète Seyni Nafou, le porte-parole du groupe Afrique, en raison du contexte géopolitique.

Ainsi, Donald Trump a répété au G20 son rejet de l'accord de Paris et le futur président brésilien Jair Bolsonaro, a évoqué une sortie de son pays également du pacte climatique.

- "Point de non retour" -

"Mais pour l'Afrique, quelles que soient les péripéties de la géopolitique, nous n'avons pas le choix. Nous ressentons les impacts du changement climatique tous les jours (...) Nous allons amplifier notre action", a-t-il déclaré à l'AFP.

Le sommet d'une journée lundi à Katowice, où la présence d'une vingtaine de dirigeants seulement est confirmée, pourrait donner un signe quant aux intentions du reste du monde.

Mais malgré le dialogue politique dit de "Talanoa" destiné à évoquer une hausse des ambitions, les observateurs craignent que la plupart des États, encouragés à réviser leurs engagements pour 2020, n'attendent un autre sommet convoqué par le secrétaire général de l'ONU en septembre 2019 à New York pour afficher leurs objectifs.

Quant à la Pologne, le pays hôte de la réunion et défenseur acharné de son industrie du charbon, son "principal" objectif est l'adoption du manuel d'utilisation de l'Accord de Paris.

Comme une loi a besoin d'un décret d'application, l'accord ne pourra libérer son potentiel sans des règles précises notamment sur la "transparence" (comment les États rendent compte de leurs actions, de leurs financements, de leurs résultats) ou le degré de flexibilité accordé aux pays les plus pauvres.

"Il n'y a pas d'accord de Paris sans Katowice", martèle la présidence polonaise de la COP24.

Mais les débats risquent d'être très âpres sur ces sujets sensibles, tout comme sur la question des financements Nord-Sud.

Les pays développés se sont engagés à porter à 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020 leur aide au financement des politiques climatiques des pays en développement. Même si ces flux sont en augmentation selon l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), beaucoup de pays du Sud réclament des engagements plus clairs pour que cette promesse soit tenue.

D'autant qu'ils sont les plus vulnérables aux impacts déjà en oeuvre du changement climatique. Si on ne parvient pas "à agir maintenant", cela "risque de nous pousser vers un point de non retour avec des conséquences catastrophiques sur la vie telle que nous la connaissons", a ainsi mis en garde Amjad Abdulla, négociateur pour le groupe des États insulaires.